



Presse, quel avenir ?

La récente annonce du rachat par le groupe Ouest France de la Socpresse n'est pas sans interroger sur les questions du pluralisme et de la démocratie

Notre dossier page 4

Les Nouvelles de Loire Atlantique nla

Bimensuel édité par la fédération de Loire Atlantique du Parti Communiste Français

Numéro 785

28 avril 2005

prix : 0,40 €



■ AVEC LES JEUNES

A l'initiative des jeunesses communistes, Francis WURTZ débat avec plus de 100 jeunes à la Faculté de Nantes. P 2

■ DROIT AU LOGEMENT

Bernard BIRSINGER était l'invité de la Fédération pour débattre du grand service public du logement proposé par les députés communistes. P 3



■ LA MONTAGNE

De nouvelles élections municipales vont se dérouler le 8 mai à la Montagne suite à la démission des conseillers.

Quels enjeux ? P 3

■ QUELLE ÉCOLE

Alors que lycéens et enseignants refusent la loi Fillon, les communistes débattent de leur projet sur l'école à Saint-Nazaire. P 6

www.pcf-44.com
L'info de tous les jours

L'actualité politique...

EN BREF

Pas touché

CHIRAC a raté la cible pour son premier show télévisé pourtant préparé par d'éminents spécialistes de l'art de la communication, lors de son émission avec plus de 80 jeunes. Dès le lendemain, l'ensemble des commentaires constatait les dégâts à l'exception de ses amis de l'UMP et des socialistes très embarrassés entre petites critiques et accord inavouable sur le fond avec le Président.

Le NON en hausse

Résultat d'un "débat" qui a surtout marqué le fossé entre la jeunesse et la politique présidentielle ainsi que l'impossibilité pour les défenseurs du OUI à la constitution, de fournir des arguments, les sondages qui ont suivi les deux heures du Président à TF1, donnent le NON en hausse entre 55 et 56%.

Jospin revient

On ne sait vraiment plus à quel saint se vouer à la direction du Parti Socialiste pour tenter de se dépatouiller du borborygme dans lequel elle s'est mise, à tel point que l'on fait appel aux revenants pour trouver du "sang neuf". C'est ainsi que l'ex premier ministre qui, au soir du 21 avril 2002, avait tiré sa révérence, sera l'invité de l'émission "question ouverte" sur France 2, le 28 avril.

Un NON ancré

Chaque sondage, et ils sont aujourd'hui nombreux dans ce sens (une vingtaine consécutivement donne le NON gagnant), montre que le NON est majoritaire au Parti Socialiste. A tel point même, que le socialiste Henri EMMANUELLI déclare que le NON est vivant, dynamique au sein du Parti. Le député des Landes souligne au passage que le déluge de propagande ne va pas manquer de s'abattre en faveur du OUI et appelle ses militants socialistes du NON à être offensifs.

La place est chaude

Quelque soit le résultat du référendum selon Dominique DE VILLEPIN, l'avenir politique de l'actuel Premier Ministre semble scellé. C'est ainsi que les déclarations du Ministre de l'Intérieur à l'égard de son "patron", sont pour le moins sans ambiguïté. "Il faut une politique plus volontaire, plus solidaire" a-t-il déclaré. C'est drôle mais ça sent le coup monté de l'Elysée, vous ne trouvez pas ?

Et pendant ce temps là

Notre président de l'UMP cabosse les routes de notre cher pays mais aussi tout ce qui est autour de lui. Dans son tour de France, il n'en fini pas de plaider en faveur du OUI à "cette belle et constructive constitution européenne" et n'hésite pas à "caloter" au passage le Président et ses amis. Petite critique par ci, petite allusion par là, l'inlassable ex patron de Bercy ne néglige rien dans la préparation de ses destinées nationales.

Point de vue

par Yann VINCE



A quatre semaines du référendum les partisans du OUI ont de plus en plus de difficultés à faire partager leur opinion. Et pour cause. C'est dans leur vie quotidienne même que les salariés, les jeunes, les retraités, les femmes font l'expérience des méfaits d'une politique libérale qu'il nous est proposée d'inscrire demain dans un traité constitutionnel, rien de moins.

Toutes les initiatives prises par les communistes dans cette campagne montrent que les arguments portent, pour peu que nous les exprimions, des Chantiers de l'Atlantique à l'Université de Nantes, d'Ancenis à Missillac. La Fête des "Nouvelles de Loire-Atlantique" les 14 et 15 mai prochains sera le moment fort pour toutes celles et tous ceux qui entendent faire du NON un vote de rassemblement, à gauche, pour faire du 29 mai une étape pour reconstruire l'espoir !

Oui l'espoir, parce qu'une victoire du NON mettra un coup d'arrêt au rouleau compresseur de la droite

et du grand patronat. Une telle victoire préservera la possibilité de construire demain, dans notre pays, une vraie alternative au libéralisme. Ce sera un message fort envoyé par un pays fondateur de l'Union européenne exprimant le rejet du modèle européen actuel et la

nécessité d'alternatives pour une autre construction européenne. Ce serait sortir l'Europe de l'impasse actuelle.

Chaque jour qui passe montre que la victoire du NON est à portée de main. Les menaces qui pèsent sur notre pays, sur l'Europe sont connues. Elles figurent en lettres d'or dans ce texte qu'il va falloir sanctionner dans l'isolat : " libre circulation des capitaux " ; " concurrence libre et non faussée " ; charte des droits fondamentaux qui " ne crée aucune compétence ni aucune nouvelle tâche pour l'Union " ; Banque centrale européenne dotée du pouvoir d'imposer " sa " politique aux Etats....

"Seul le NON préserve notre avenir"

Le NON rassemble à l'Université de Nantes

Le Mercredi 4 avril, Francis WURTZ participait à une rencontre-débat à l'initiative des jeunes communistes à l'Université de Nantes. Il a eu l'occasion de mettre en débat les motivations du NON de gauche à la constitution européenne. Celle-là même que la droite, le MEDEF et une partie de la gauche, veulent voir instituée au détriment de la démocratie, de la justice sociale, de la paix et de notre envie de construire une Europe des peuples.

La rencontre a rassemblé environ 120 personnes parmi lesquelles des communistes, des syndicalistes et des participants de diverses asso-



ciations progressistes, mais surtout de nombreux étudiants venus s'informer sur les enjeux réels du traité. En excellent connaisseur du Traité, Francis WURTZ a eu l'occasion de répondre à de nombreuses questions sur la paix, la démocratie, le droit d'asile et la liberté de circulation, mais aussi

sur les perspectives ouvertes par le NON de gauche en réponse à une constitution proposée par les défenseurs de la compétitivité, de la délocalisation et de l'argent roi.

Pour le Président du groupe Gauche Unie Européenne, la victoire du NON ne sera pas le

début de l'apocalypse mais au contraire une chance pour l'Union Européenne de trouver un nouveau chemin, rappelant que de nombreux partis de gauche et même des partis sociaux démocrates en Suède, en Belgique ou au Royaume Uni, espèrent la victoire du NON en France pour relancer le débat d'une Europe sociale à l'échelle européenne. Pendant que le populiste SARKOZY s'apprête à prêcher des leçons de libéralisme à l'Ecole de Management toute proche, le Député européen dénonçait le caractère contradictoire et mensonger de certains articles a priori progressistes rendus obsolètes par d'autres dispositions du texte. Une chose est sûre, après une centaine de débats déjà, Francis WURTZ peut témoigner de l'espérance suscitée par les perspectives d'une victoire possible du NON.

De vous à moi...

Mais que vraiment le monde est petit. Rendez-vous compte, on voit toujours les mêmes, on a de plus en plus l'impression que quelques hommes dirigent et dirigent tout, à peine partis, ils sont de retour. C'est ainsi que le très documenté sur la question, j'ai nommé le quotidien les échos, annonce que la succession du Baron Ernest Antoine SEILLIERE à la tête du MEDEF pourrait se faire en juillet prochain par un tandem de choc en la présence de Guillaume SARKOZY, frère du célèbre déménageur, et de Francis MER, ex PDG d'Arcilor, entreprise qui, de plans sociaux en plans sociaux, multiplie par 900 ses profits l'an dernier et ancien patron de Bercy. Je ne voudrais pas être mauvaise langue ou donner l'impression d'avoir mauvais esprit mais je trouve que les dits pouvoirs économiques sont quand même la propriété d'un noyau de plus en plus restreint. Il y a de cela quelques décennies, on parlait volontiers dans les couloirs feutrés des 200 familles..., aujourd'hui parlons Bercy, la finance, et vous saurez par qui vous êtes dirigés.

Y.C.

VITE LU VITE DIT

Vive la fête

Dans l'ensemble du département, les militants communistes préparent la Fête du journal qui s'annonce déjà comme l'évènement majeur du rassemblement du NON au projet constitutionnel sur notre département. Appel au vote contre le projet dans une main, vignette dans l'autre, c'est inlassablement qu'ils sillonnent marchés et cages d'immeubles.

En Brière

Les responsables annoncent déjà des résultats intéressants dans la diffusion de la vignette grâce à une présence régulière des militants au cœur de la vie de la région brièronne.

Châteaubriant-Blain

Un car est déjà commandé pour se rendre au Parc paysager. Objectif, le remplir ce qui ne semble pas inquiéter les responsables locaux.

Basse-Loire

Réunion à Couëron, présence quasi permanente sur le marché de Savenay. Un contact avec la population qui paie car la moitié de l'objectif de la diffusion de la vignette est déjà atteint.

Saint-Nazaire

Portes à portes annoncés, préparation de la manif du premier mai, vignettes et muguet en main, campagne d'affichage régulière, c'est un bouillonnement positif qui anime les militants nazairiens qui annoncent près de 750 vignettes diffusées auprès des militants.

Sud Loire

Elaboration d'un nouveau plan de travail pour les quinze prochains jours, afin de multiplier les portes à portes et les initiatives publiques. Là aussi les objectifs de diffusion de la vignette sont revus à la hausse.

Nantes

Réservation d'un car pour Nantes afin de se rendre à la Fête et présence des militants dans les quartiers, lieux publics et entreprises. C'est ainsi que l'on rencontre entre autres, les militants place du Commerce, devant EDF, à la Maison des administrations nouvelles.

La Montagne une élection municipale le 8 mai

Préserver le choix fait en 2001 d'une municipalité ancrée à gauche

Après la démission collective de la majorité du Conseil municipal de La Montagne, de nouvelles élections municipales devront avoir lieu les 8 et 15 mai. Que s'est-il donc passé ? Pour mémoire, rappelons qu'aux municipales de 2001, le maire sortant PS Francis LESPINET, désavoué par une majorité des socialistes montagnards, avait conduit une liste de rassemblement comprenant des personnalités issues du PS, du PCF et de la gauche en général, cette liste l'avait emporté largement (68 %) face à la liste " officielle " du PS, la droite étant alors absente de la compétition électorale.

En fait, comme l'ont déclaré les communistes de la commune avec la section du PCF : " la



majorité municipale sortante s'est efforcée par tous les moyens, avec son maire, de conduire jusqu'au bout le mandat qui lui était confié ", mais constate que " l'état de santé du maire ne le permettant plus, les élus de la majorité ont été conduits à la démission collective ". Dès lors, c'est avec la volonté du rassemblement le plus large possible à gauche que les communistes montagnards ont œuvré avec leurs partenaires de la majorité sortante à construire une nouvelle liste.

Celle-ci vient d'être rendue publique, elle comprend 29 noms de personnalités très diverses, elle est constituée pour l'essentiel de membres

issus de la majorité sortante de gauche avec pour tête de liste, désignée à la quasi unanimité, Liliane PLANTIVE, qui en était la 1ère adjointe. Trois autres listes seraient en cours de préparation : une conduite par le PS local, une liste " cadre de vie " et une liste de droite.

Pour la Fédération et la Section du PCF, l'enjeu est clair : il s'agit de préserver à gauche, cette municipalité de l'agglomération nantaise. Le rejet par les électeurs, en 2001, du candidat et de la liste socialiste a créé une situation particulière. La démarche des communistes montagnards tient compte de cette réalité. Le rassemblement des forces de

gauche à La Montagne, comme dans les autres communes du département, dans la perspective du renouvellement de 2007 reste la condition indispensable pour barrer la route à la droite, ici comme à l'échelle de tout le pays. C'est la stratégie du PCF en Loire-Atlantique. Liliane PLANTIVE a d'ailleurs précisé qu'elle n'avait " aucune volonté de mise en avant personnelle, seule compte la poursuite de l'expérience collective de la municipalité de gauche sortante ".

LA MONTAGNE
5 837 habitants

Le maire est 17ème Vice-président de la communauté urbaine Nantes Métropole
La municipalité sortante comprend 6 élus communistes et républicains

Résultats des élections municipales du 11 mars 2001 :

- Liste " solidaires et citoyens avec Francis LESPINET " : 1 539 voix (68,28%) soit 25 élus

Liste " poursuivre ensemble " (D. DELMAS) : 715 voix (31,72%) soit 4 élus

Débat public à Missillac

150 personnes ont participé à la rencontre proposée par la Confédération Paysanne. JACQUES FLOCH, ancien Ministre, et CLAUDE AUFORT membre de la direction départementale du PCF avaient avec eux une salle très réactive qui prit souvent la direction des affaires.

" Si le " oui " l'emporte, ce ne sera pas le chaos et on pourra continuer d'avancer, si c'est le " non " ce ne sera pas un cataclysme mais nous serons isolés " assurait JACQUES FLOCH. " Il n'y a pas dans cette salle ceux qui sont pour et ceux qui sont contre l'Europe mais ceux qui veulent poursuivre l'Europe libérale et ceux qui veulent construire l'Europe solidaire et sociale " affirmait CLAUDE AUFORT. Le décor était planté.

La salle prit la parole. Plusieurs intervenants montraient comment " la concurrence libre et non faussée ", interdisant les aides publiques, " allait accélérer le déclin des Chantiers navals ". " 80% des subventions de la Politique Agricole Commune n'allaient déjà qu'à 20 % des agriculteurs... vous allez maintenant nous donner le coup de grâce en nous retirant toute protection " démontrait un agriculteur tandis que son voisin décrivait la mort lente de la pêche et dénonçait la " multiplication des pavillons de complaisance ", une multiplication que l'Union n'avait pas été capable d'empêcher... C'est, en fait autour de la troisième partie qui traite du marché et de la concurrence avec une précision d'horloger que se concentra la critique " des moutons noirs " qui refusait obstinément une société où " tout est à vendre ".

Droit au logement

Lundi 11 avril, au cœur des Dervallières, plus de 100 personnes débattaient du droit au logement avec Bernard BIRSINGER, responsable de ces questions au PCF.

" Si nous nous battons dans les quartiers et à l'Assemblée nationale pour obtenir un grand service public national du logement, c'est parce que nous devons imposer le droit à la ville pour tous " affirmait Michel RICA tandis que Bernard BIRSINGER plaidait pour " une ville de qualité et partagée " pour répondre aux besoins des millions de mal logés que compte notre pays.

La proposition de loi que viennent de déposer les députés communistes va plus loin. Elle propose " une véritable sécurité sociale du logement " qui protège contre les " accidents de la vie " que sont, par exemple, le chômage, la maladie, un divorce, un décès...

" J'adhère totalement à ce discours social du Parti communiste " lance une responsable locale de Lutte Ouvrière " mais il y a loin du discours aux actes quand les élus communistes partagent le pouvoir ". Un " locataire des Dervallières " met lui en cause l'opération de rénovation reconstruction en cours. L'intervenant suivant s'indigne des " rénovations urbaines qui ont pour objectif de chasser la population des quartiers "... Trop convergentes pour ne pas être concertées, ces remarques font réagir Michel RICA : " Les communistes ont pris la responsabilité d'organiser une réunion au cœur d'une cité populaire où il est de notoriété publique que ses militants sont partie prenante des luttes et des avancées depuis des années... C'est le

pari de l'écoute, de la proximité qui semble gêner certains apôtres du " no future " dont ne sont pas les communistes". Claude CONSTANT, membre du CA de Nantes Habitat remarque alors : " Nous sommes de ceux qui refusent la stratégie de la désespérance. Nous tenons compte du rapport des forces et chaque fois que cela est possible, nous avançons ".

Jean-Louis LE CORRE, est catégorique même s'il faut " qu'à chaque instant les locataires s'en mêlent ", ce n'est pas la même chose quand " les communistes sont du bon côté du manche ". Une politique volontariste d'acquisitions foncières a ainsi permis, dans sa commune, de modérer la spéculation et de construire des maisons locatives où chacun peut disposer de 200 mètres carrés de terrain. A Certé où une opération démolition/reconstruction est engagée, la municipalité a récupéré et réhabilité des sites qui permettront " en concertation étroite avec les habitants, de détruire 200 logements et d'en construire 400 ".

" Si nous refusons le principe de la démolition, alors la ville est bloquée. " remarque Bernard BIRSINGER qui reconnaît que " rien ne doit se faire sans que les habitants soient consultés, puissent avoir le dernier mot " et termine son intervention en évoquant " le droit de vivre dans la dignité ". Il est urgent d'interdire la pratique moyenâgeuse des expulsions, de rendre illégales les coupures d'eau et d'électricité ". C'est ce que demande la proposition de loi communiste alors que plusieurs maires se sont vus récemment traduire devant les tribunaux pour avoir pris des arrêtés allant dans ce sens.

Le dossier.

Presse, quel avenir ?

La concentration de la presse quotidienne et questions de démocratie



Le rachat du pôle ouest de la Socpresse par Ouest France n'est pas vraiment une surprise depuis le temps que la question de l'avenir de Presse Océan planait sur les têtes. Souvenons-nous d'ailleurs que cette "affaire" avait failli se conclure à la fin des années 90 mais avait avorté au dernier moment. Quand l'avionneur DASSAULT a pris les rênes du groupe de presse, tout le monde

sentait bien qu'il n'y avait en fait que le Figaro et un peu l'Express qui l'intéressait, posant ainsi toute la question de l'avenir de l'ensemble des titres du groupe. Cet empire dirigé par Serge DASSAULT c'est ou, plus précisément c'était, 70 titres de province soit près de 10 000 salariés dont 2 800 journalistes. Des titres prestigieux comme la Voix du Nord, le Dauphiné libéré, le Progrès de Lyon, La tri-

bune de Saint Etienne ou encore Le Courrier de Saône et Loire Presse Océan-l'Eclair... aujourd'hui plus ou moins en vente ou vendus, et pour certains mis sur l'hôtel des fonds de pensions anglo saxons. Cette nouvelle concentration de la presse française place aujourd'hui Ouest France en quasi situation de monopole dans 13 départements de l'ouest, premier Groupe de presse français, dixième au niveau

européen. François Régis HUTIN récupère ainsi, par le rachat du pôle ouest de la Socpresse le Maine Libre 48 000 exemplaires, le Courrier de l'ouest 97 000 exemplaires et Presse Océan 53 000 exemplaires ainsi que deux imprimeries, la régie publicitaire de Presse Océan et la télé Nantes 7 pour un chiffre d'affaire de quelques 75 millions d'euros. Notons également que Ouest France possède des parts dans le quotidien gratuit 20 minutes qui vient de prendre place dans le paysage nantais. Ne va-t-on pas assister par cette concentration à la fin du pluralisme de la presse quotidienne dans notre région, avec toutes les questions de respect de la démocratie que cela peut entraîner ? Quel est l'avenir, dans le temps, pour Presse Océan ? Lors des dernières réunions entre

les personnels et la nouvelle direction de Ouest France, le sort de l'imprimerie dans laquelle était, entre autre, tiré le journal est réglé. Ce sera la fermeture ! En ce qui concerne la régie publicitaire, important pour le financement du titre, la direction annonce qu'il y aura couplage avec celle de Ouest France sans autre explication sur les répartitions de la pub sur chacun des titres. Sur la pérennité du journal Presse Océan, la nouvelle direction affirme le maintien dans l'immédiat du titre et de sa rédaction en

naliste en cas, entre autres, de modification de l'employeur. Pour le portage du journal, il y aura également couplage avec le réseau Ouest France. Enfin, rien de précis n'est à ce jour avancé sur le sort et surtout l'avenir des centaines de correspondants de presse dans l'ensemble du département. Une nouvelle fois, la finance a tout écrasé sur son passage, laissant l'ensemble des personnels de presse, les lecteurs, et sur le fond le pluralisme et la démocratie sur le bas côté de la route. Est-ce être nostalgique que de se souvenir de tous ces titres qui, il y a encore quelques décennies, remplissaient les kiosques sur notre département, non... seulement inquiet pour l'avenir.

"Ouest France en situation de quasi monopole"

Jean Marc BEAUVAIS

Imposons le pluralisme et l'identité rédactionnelle

Nous avons rencontré Jean Marc BEAUVAIS, responsable national du syndicat CGT du Livre, nantais d'origine qui a travaillé dans le groupe de la Socpresse avant de prendre ses responsabilités nationales. Il nous livre ses réactions.

Pour le responsable syndical, cette situation était malheureusement prévisible. Il fallait en effet que des investissements importants soient faits dans l'entreprise afin de la moderniser et Serge DASSAULT ne voulait pas s'engager dans cette voie. Ainsi, nous nous sommes

retrouvé face à cette dure réalité, ou un rachat ou la fermeture. Nous assistons avec cet exemple à ce qui se passe dans la presse française : un délabrement inquiétant et dangereux pour la démocratie, la disparition de titres, et la main mise de la finance sur la presse, Rothschild à Libé, Fonds de pensions sur les quotidiens du Rhône Alpes, Lagardère sur Hachette... Une des questions posées était soit le rachat par un homme de presse, ce qui est le cas et avait notre préférence ou bien "partir" à l'aventure avec un éventuel rachat, comme cela se passe pour d'autres titres, par des affairistes ou des fonds de pensions. Certes la solution qui se fait jour n'est pas sans nous poser de sérieuses questions sur le devenir des titres à long terme et sur les conditions salariales de la reprise mais nous comptons maintenant discuter de toutes les questions. Il y a 700 salariés, il y a 700 cas

à traiter et à solutionner positivement. Nous comptons également être très vigilants sur les questions du pluralisme, de la démocratie et de l'expression politique au travers ce rachat. L'histoire a montré que la presse a besoin du pluralisme pour vivre et que tout "clone" est voué à l'échec, nous l'avons vécu dans notre région avec l'Eclair et Presse Océan. Nous ne voulons pas le revivre avec Ouest France et Presse Océan.



Ils ont dit :



Dominique, 37 ans, travaille à l'imprimerie.

Nous ne sommes pas sans discuter de notre avenir avec les copains et sur le point d'interrogation soulevé par la situation nouvelle issue du rachat par Ouest France de notre boîte. Il y aura, c'est sur, des problèmes humains, nous avons bien vu précédemment que nos directions nous prennent pour des pions. J'ai 18 ans d'ancienneté, d'autres copains sont plus jeunes, d'autres peuvent prétendre à des départs anticipés à la retraite, il y aura donc autant de situations à régler que de salariés comme l'ont affirmé nos responsables syndicaux. Il y aura aussi toutes les questions liées aux possibles propositions de reclassement. Une fermeture d'imprimerie comme celle nous allons connaître, c'est traumatisant, c'est une perte d'identité, de culture qui s'était forgée au fil des années et qui ne se retrouve pas obligatoirement dans une autre imprimerie. Les semaines qui viennent vont être difficiles, mais je fais confiance à mon syndicat dans cette situation.

Henri, 64 ans, lecteur depuis... de l'Eclair

Je suis inquiet de cette main mise de Ouest France sur l'Eclair car, si je veux bien entendre qu'il va y avoir maintien des titres, permettez moi d'être perplexe pour l'avenir. Je le dis en connaissance de cause car, lecteur de toujours de l'Eclair, celui que l'on appelait "l'ami des travailleurs", je lis aujourd'hui toujours l'Eclair en première page mais Presse Océan dans toutes les suivantes. La rédaction, les journalistes propres de l'Eclair ont en effet disparus et c'est une rédaction unique qui réalise les deux quotidiens. Alors qu'en sera-t-il demain entre Ouest France et Presse Océan ? Où nous amènerons les "nécessaires, économiques" à réaliser face à la concurrence ? La nouvelle direction paiera-t-elle toujours plusieurs correspondants locaux sur un même quartier, sur une même bourgade ? Ce sont là autant de questions pour lesquelles je n'ai évidemment pas les réponses mais beaucoup de craintes.



Marie George BUFFET

Secrétaire nationale du Parti Communiste Français, sera présente au Parc paysager lors du grand rassemblement du NON à la Constitution européenne de Giscard D'Estaing. Meeting dimanche à 16 heures.

Les Nouvelles de Loire Atlantique

Bimensuel édité par la fédération de Loire Atlantique du Parti Communiste Français

Supplément au numéro 785 28 avril 2005 prix : 0,40 €



14 & 15 mai
Parc paysager de
Saint-Nazaire

LE RASSEMBLEMENT DU NON

De nombreuses organisations, associations, personnalités qui appellent à voter NON interviendront dans les différents débats organisés sur la fête.

100 ANS DE LAÏCITÉ

Les questions de la laïcité interpellent aujourd'hui l'ensemble de la société. Comment lire la loi de 1905 ?

Une exposition autour d'un débat le dimanche après-midi.

DINER DANSANT

Avec l'orchestre de Guy Gaudin un samedi soir dans la joie et la bonne humeur.

TRI YANN EN CONCERT



Pour tous savoir au jour le jour sur le programme de la fête

www.pcf-44.com

L'info de tous les jours

La Fête des Nouvelles rassemble toutes

Point de vue

par Michel Rica, secrétaire départemental du PCF



Bienvenue à la Fête du NON

La Fête des Nouvelles de Loire-Atlantique se situe dans une période particulière et pleine d'espoir. Depuis plusieurs semaines, sondage après sondage, le NON est donné vainqueur malgré le chantage éhonté au catastrophisme, porté par les partisans du OUI.

Nous avons décidé de faire de cette fête, un grand rassemblement du NON. Une fête ouverte à celles et ceux qui veulent comprendre, ouverte aussi à celles et ceux qui depuis des mois mènent cette bataille pour que l'Europe soit autre chose que celle de SEILLERES, GISCARD, CHIRAC et SAR-

KOZY.

Le projet européen a besoin d'être ambitieux pour défendre et construire une politique industrielle audacieuse, un service public moderne, une Europe de la démocratie, de la justice et de la paix.

Les rencontres, les débats qui vont avoir lieu sur la Fête, le meeting avec Marie-George BUFFET, vont porter ces combats et cet espoir.

Alors, dans cette ambiance festive et offensive, nous vous attendons vous et vos proches et vos amis pour poursuivre les débats et dire haut et fort qu'UNE AUTRE EUROPE EST POSSIBLE.

MILLE ET UNE RAISON DE DIRE NON

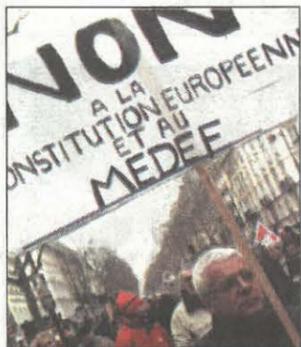
Le débat autour du traité constitutionnel européen
Samedi 14 mai à 16 h

A deux semaines du référendum, le débat portera sur les enjeux du scrutin. Des personnalités politiques, syndicales, citoyennes confrontent leur point de vue ; des motivations spécifiques pour un même vote : le NON.
A ne pas manquer.

Avec les participations, notamment, de :

- Patrick LE HYARIC, directeur de l'Humanité
- Didier HUDE (FSU)
- Olivier TRIC (ATTAC)
- François AUTAIN, Sénateur, ancien Ministre

Le débat sera animé par Yann VINCE.



Ils seront à la Fête et appellent à rassembler pour le NON à la Constitution



Serge DOUSSIN, Syndicaliste

Le débat relatif au projet de traité constitutionnel se déroule dans un contexte marqué par les luttes de grande ampleur dans de nombreux pays européens. Je vous invite à venir en débattre à la Fête des Nouvelles.



Olivier TRIC, ATTAC

Je suis altermondialiste et je ne veux pas de l'Europe qu'on nous propose. C'est pourquoi je serai à la Fête des Nouvelles.



Didier HUDE, Secrétaire départemental FSU

Un NON de gauche est non seulement de nature à éviter de nouvelles régressions sociales en Europe mais aussi à ouvrir de nouvelles perspectives politiques dans notre pays et à l'échelle européenne. C'est pourquoi je serai à la Fête des Nouvelles.



François AUTAIN, Sénateur de Loire-Atlantique, ancien ministre

Avec mes amis du collectif des 30 élus du département, je vous invite à débattre du NON de gauche, du NON républicain, à la Fête des Nouvelles.



Jean-Louis LE CORRE, Maire de Trignac, Vice-président du Conseil général

Pour contrer l'Europe des marchands qui nous est proposée, je vous invite à participer au rassemblement du NON de gauche à la Fête des Nouvelles.



Marc JUSTY, Maire de Saint-Joachim, Président de l'association des élus communistes et républicains

La Fête des Nouvelles sera un moment important du rassemblement pour le NON dans lequel se retrouvent les élus communistes. Je vous invite à y participer.

La directive BOLKENSTEIN est toujours là.

Christian PILICHOWSKI, ancien Secrétaire général de l'union des ingénieurs cadres et techniciens CGT de la métallurgie animera samedi à 18 heures un débat sur la question de la directive BOLKENSTEIN au stand des Chantiers de l'Atlantique. Est-elle disparue ? Le projet de constitution n'est-il pas porteur de son contenu ? Un débat à ne manquer sous aucun prétexte.



Marie-George BUFFET, Secrétaire nationale du Parti Communiste Français participera au grand rassemblement pour le NON à la constitution que représente cette année la Fête du journal «les Nouvelles de Loire Atlantique» et animera le moment politique important de la Fête.

Dimanche 16 heures : à deux semaines du référendum sur la constitution européenne, Marie-George BUFFET animera le meeting central de la Fête.



Réception, exposition, meeting, spectacle et stockage

S.A.R.L. COQUEN-I

celles et ceux qui disent NON le 29 mai...

Laïcité en question, question de laïcité

Dimanche 15 mai à 14 h

Foulard islamique à l'école ; drapeaux républicains en berne pour la mort du pape Jean-Paul II ; place des religions dans le Traité constitutionnel européen. Au moment du centenaire de la laïcité à la française (1905-2005), les questions qu'elle pose sont au cœur de l'actualité, nous vous invitons à en débattre.

Avec la participation de Jean GEORGE, journaliste à l'Humanité, rédacteur de la revue «la Pensée», d'Alain FOREST, Président de la FAL 44

Et des représentant(e)s de différentes confessions religieuses (catholique, protestante, islamique...) et d'associations laïques.

Ce débat sera animé par Jean-Yves MARTIN.

L'apéritif des «Nouvelles»

Le Journal invite les participants à la Fête au traditionnel verre de l'amitié à 12h15 à son stand avec l'aimable participation de la société Pernod partenaire de la Fête des «Nouvelles».



PERNOD

Dimanche 14h Rock avec JOHNNY'S DEAD

Invité par les jeunes communistes, ce groupe originaire de Saint-Nazaire oscille entre les influences de ses 5 musiciens (Noir Désir, Joy division). A travers des morceaux énergiques, ces jeunes musiciens proposent un rock sombre et engagé. Vous ne les manquerez pas et vous ne serez pas déçus.



Dimanche 17h

2 heures avec les Tri Yann en concert

Nul n'est besoin de présenter ce groupe local aux destinations nationales et internationales qui sera sur la scène de la Fête des «Nouvelles» pour deux heures d'un spectacle et d'une musique dont il n'est plus besoin de faire l'éloge.



Samedi 20h

La soirée dansante de la Fête du rassemblement du NON

Un prolongement festif et gastronomique après un après-midi de débat et d'échange autour de la constitution européenne et de la directive BOLKENSTEIN vous est proposé avec le dîner dansant animé par l'orchestre de Guy GAUDIN et ses musiciens.

Apéritif, couscous et boisson comprise, cette soirée, sous chapiteau, ne vous coûtera que 15 € par personne dans une ambiance conviviale.



Le nombre de places étant limité, nous vous invitons vivement à retenir vos places dès maintenant auprès de la Fédération du PCF (02 40 35 03 00) de la section du PCF de Saint-Nazaire (02 40 66 08 48) ou à la section de Nantes du PCF (02 40 35 69 43).

Radio
Côte d'Amour
Partenaire
De la
Fête des



LOCATION

44600 SAINT-NAZAIRE
☎ **02 40 66 13 36 - Fax 02 40 19 04 29**

VITE LU, VITE DIT

De nombreux stands vous permettront d'apprécier la Fête tant sur des loisirs, de la détente, de la gastronomie, de la politique ou encore du spectacle.

La restauration :

De la restauration rapide à une restauration plus gastronomique, vous retrouverez au gré des différentes rues qui structurent la Fête, la réponse à votre faim et à votre bourse.



Un espace enfant gratuit :



Être libre de pouvoir suivre un débat ou une activité sur la Fête en étant assuré de l'occupation de ses enfants, ce sera le cas grâce à différentes animations encadrées sur la Fête. Notamment avec les jeux gonflables, le sculpteur de ballons....

Un espace culturel :

Dans lequel vous pourrez discuter avec des écrivains locaux, où vous découvrirez une magnifique exposition sur les 100 ans de la loi sur la laïcité, et ne manquez pas de prendre connaissance entre autres, des récents livres parus sur le thème de l'Europe.



De nombreux stands :

Aussi divers qu'originaux vous accueillent tout au long de la Fête, afin de vous faire passer un agréable moment dans ce grand rassemblement départemental au NON à la constitution de Giscard d'Estaing.

Vous voulez dire NON, le 29 mai, manifestez-le en participant les 14 & 15 mai au grand rassemblement du NON au Parc paysager de Saint-Nazaire. Nous vous y attendons.

Tout savoir sur la fête

La place de l'agora du NON

A quinze jours du référendum sur la Constitution européenne, le Fête ouvre ses portes aux organisations, associations, syndicats, personnalités qui se sont engagés sur le refus du projet giscardien. C'est ainsi que se retrouveront côte à côte sur «la place du NON», les collectifs des 200 de Nantes et de Saint-Nazaire, ATTAC, des représentants syndicaux, Femmes Solidaires, le collectif des 30 premiers élus signataires de l'appel du NON, l'Association des Elus Communistes et Républicains, le Mouvement de la jeunesse communiste... Pour, chacun avec ses conceptions et approches, intervenir dans le débat porteur d'une autre Europe. Un lieu fort où le débat et l'argumentation seront les atouts majeurs.

CUISINES
SCHMIDT

CENTRE CONSEIL
Alain GREGOIRE

Rue des Aigrettes - ZAC de Savine
44570 TRIGNAC
Tél. 02 51 16 06 66 - Fax 02 51 16 04 14

Demandez la vignette

La vignette / bon de soutien, est diffusée par les militants communistes dans l'ensemble du département au prix de 7 euros. Elle donne droit à l'entrée gratuite sur la Fête durant les deux jours. Vous pouvez ainsi, pour ce modeste prix, participer à toutes les initiatives propres à la fête, débats, rencontres, jeux, animations, et bien évidemment au grand spectacle du dimanche après midi avec les Tri Yann.



Vous pouvez vous procurer la vignette auprès des militants communistes de votre connaissance mais également dans les différentes permanences du Parti Communiste Français :

Nantes : 41 rue des Olivettes
tél 02 40 35 03 00
22 rue des Hauts Pavés
tél 02 40 35 69 43
(l'après midi)
St-Nazaire : 18 rue des Halles
tél 02 40 66 08 48
(l'après midi)

Il est vivement conseillé de vous procurer la vignette / bon de soutien avant la Fête sans quoi l'entrée vous coûtera plus cher.

Des cars pour la Fête dimanche 15 mai

ANCENIS : 11h00 place de la sous-préfecture
LE CELLIER : 11h15 place de l'Église
MAUVES : 11h25 place de l'Église
THOUARE : 11h35 place de l'Église
SAINTE LUCE : 11h45 place du Marché
CHATEAUBRIANT : 9h30 place de la Motte
BLAIN : 10h30 place de l'Église
REZE : 9h30 place du Pays de Retz
BOUGUENAI/ Les Couëts : 9h45 place de la Chapelle
BOUGUENAI/La Croix Jeannette : 10h Médiathèque
NANTES : 9h30 place du Commerce (marché aux fleurs)
10h Dervallières, carrefour de St Herblain (devant abri-bus)
10h15 rond-point des Châtaigniers
SAINT HERBLAIN : 10h25 Beauséjour (arrêt de bus)

Brasserie artisanale du Bouffay

Bière de Fermentation haute
Blondes, Blanche Ambrée

Vente directe

54 rue monceaux
44470 Carquefou
Tél : 02 40 52 76 16



GILRADIO

108 avenue de la République
Tél. 02 40 22 50 50
44600 SAINT NAZAIRE

POUR VOS MARIAGES - ANNIVERSAIRES - BAPTEMES - ETC

Fax: 02 40 22 38 24

SONORISATION COMPLETE

Tarif location 24 heures ou week-end

AMPLI

ENCEINTES

TABLE DE MIXAGE

+ au choix

2 Platines CD : 90 euros

Location vidéo projecteurs et rétroprojecteurs

GILRADIO - SONORISATEUR DE FÊTE DES NOUVELLES

LIBRAIRIE

Voix au Chapitre

67, rue Jean Jaurès
44600 SAINT-NAZAIRE

Tous les ouvrages de
**LITTÉRATURE - SCIENCES HUMAINES
HISTOIRE - ARTS - JEUNESSE
MUSIQUES DU MONDE**

Le social au cœur.

PRENONS NOTE...

Textile : Il y a une urgence absolue à agir

La suppression depuis janvier 2005, des quotas d'importation de textile, est en train de déclencher une véritable catastrophe industrielle, sociale et humaine. Si rien n'est fait pour faire face à la déferlante croissante d'importation en provenance d'Asie, plus d'un million d'emplois de ce secteur risquent de disparaître, dans l'Union européenne, d'ici la fin 2006. D'après le syndicat patronal textile européen Euratex, 1000 emplois sont actuellement détruits par jour ouvrable.

Emploi en LA

Les transports Gautier à Couëron et Donges en liquidation : 70 salariés.

L'usine Calestica de Guérande délocalisée en République tchèque : 127 salariés.

Plan social à Lassarat, sous-traitant des Chantiers de l'Atlantique pour 20 des 50 salariés.

Arrêt de la production à Soferti pendant 8 semaines...

Accueil et intégration

A l'occasion de la signature du 60 000ème contrat, Mme la Ministre déléguée à l'intégration a présenté, à Nantes, le 11 avril, l'examen civique pour devenir Français. Le candidat devra savoir parler français, savoir ce que la polygamie et l'excision sont interdites, qu'il faut payer des impôts, chanter la Marseillaise, etc.

Déclaration CGT : Immigration, asile, intégration, discriminations

Onze syndicats CGT des services administratifs chargés de mettre en œuvre la politique d'immigration du gouvernement témoignent, par un véritable état des lieux sur les services publics et les étrangers, de la gestion de plus en plus sécuritaire et utilisatrice de l'immigration. (www.cgt.fr)

Marche mondiale des femmes 2005

L'étape européenne aura lieu à Marseille les 28 et 29 mai. La marche est une action de citoyenneté des femmes qui, sur toute la planète se mobilisent contre les plaies qui font la honte de toutes les civilisations : la pauvreté, la domination patriarcale et les violences faites aux femmes.

Pour le "NON" à la constitution européenne

Une plateforme engage la Coordination des Groupes Femmes "Egalité", Femmes solidaires, Femmes Genre et Mondialisation d'Attac, Initiative Féministe Européenne pour une Autre Europe, Les Pénélopes, Réseau Féministe "Ruptures".

Protection maternelle et infantile

Une femme meurt toutes les minutes dans le monde de complications d'une grossesse ou de l'accouchement, tandis que des millions d'autres restent invalides. Quant aux enfants, ils sont 20 de moins de 5 ans à mourir toutes les minutes dont 4 millions de nouveau-nés.

Cachons la misère

Demandée, par les député-e-s communistes, la création d'une mission d'information sur la précarité et la misère en France, rejetée par l'Assemblée Nationale.

Lundi de Pentecôte travaillé :

Les positions syndicales dans notre département.

L'UNSA combat cette mesure, estime que " le financement de la dépendance et la prise en charge de l'autonomie méritent autre chose que cette mesure dogmatique pénalisant les salariés, doivent être gérés comme un 5ème risque de la Sécurité Sociale et à ce titre, être financés par l'ensemble des revenus.

Pour la CGT, le 16 mai s'inscrit à la fois dans le prolongement des actions revendicatives des 5 février, 10 mars et 1er mai et dans la volonté de démontrer combien cette journée est loin d'être solidaire. C'est une remise en cause des 35h, une journée gratuite pour les salariés, un ghetto pour les personnes dépendantes, seul le patronat est le grand bénéficiaire

FO insiste sur l'aveu du gouvernement " qui explique déjà que cela ne suffira pas ", précise qu'il est envisagé un préavis de grève et en tout cas faire que cette " journée soit un échec ", souhaite vivement une nouvelle journée de mobilisation pour les salaires.

La CFTD appelle au boycott du lundi de Pentecôte travaillé et rappelle qu'elle s'est toujours opposée à cette mesure. Elle déclare qu'elle mènera toutes les initiatives pour que ce jour reste un jour de repos pour tous.

La CFTC appelle à la résistance civique en couvrant tous les salariés par un mot d'ordre de grève nationale. Pour eux, ce ne sont pas les 37% de salariés français qui sont responsables des 15 000 morts de la canicule de 2003 mais l'inefficacité de ceux qui sont à la tête de l'Etat, c'est du travail forcé.

La CGC propose d'en faire une journée d'action en faveur des rémunérations, seul moyen dans le contexte actuel d'améliorer les recettes de la protection sociale.

Pour l'US Solidaires, c'est une provocation et appelle à la grève. Alors que la responsabilité gouvernementale est avérée dans la mort de ces 15 000 personnes, l'effort de solidarité est supporté par les seuls salariés. Ils posent la question de l'utilisation de cette nouvelle recette fiscale.

Tenir bon

Il est incontestable que les mobilisations des 20 janvier, 5 février et 10 mars ont contraint le gouvernement à renégocier. Après les rencontres du 22 et 29 mars, notre ministre R. DUTREIL souhaitait parvenir à un accord sur 2005/2006 sans maintien du pouvoir d'achat sur ces deux années. La majorité des organisations syndicales est restée ferme sur ses positions : exiger des mesures distinctes sur 2005 ; régler le contentieux des années passées (5% de pouvoir d'achat). Refus du Ministre qui

a décidé unilatéralement 0,5%, le 1 juillet et 0,3% au 1er novembre (à rajouter au 2 x 0,5% prévu pour 2005)

Pour la CGT de la ville de Nantes, du CCAS et du SMANO, même si le contentieux de 5% n'est pas réglé, même si les 0,8% promis ne suffisent pas, ce pas en avant en appelle d'autres.

Seul la mobilisation des salariés et le rapport de force peuvent contraindre le gouvernement à négocier réellement.

La bataille des salaires, de l'emploi, contre la précarité est un combat de tous les instants, avec les salariés du privé, d'une manière unitaire et solidaire.

Jean-Paul RICA

Le Pape et ses certitudes

Pour toi, que représente Jean-Paul II ?

Pour moi, ce pape est l'homme du retour des certitudes (une foi sans doute, une foi dogmatique) et qui a proposé à la jeunesse de ce monde, de l'Europe en particulier, de participer à sa " nouvelle évangélisation ". Les grands rassemblements de la jeunesse du monde, que ce soit à Saint-Jacques de Compostelle, à Czestochowa, à Paris ne sont que des exemples de ce que le Pape a mis en place dans cette nou-

nesse que nous avons vue fort présente aux funérailles de Jean-Paul II. Foule de chrétiens ou pas, qui pour moi viennent plus assister à un spectacle, à un show-biz bien orchestré mais tellement loin des réalités de ce monde.

Pour toi, c'est quoi l'avenir de l'église catholique ?

L'élection du Cardinal Ratzinger n'est pas pour me rassurer. De plus en ayant oublié son rôle, proposer de croire pour comprendre et construire



velle évangélisation pour affirmer ses dogmes, sa morale rigide et conservatrice (sur le plan sexuel, éthique entre autres).

Cette nouvelle évangélisation a-t-elle réussi ?

Pour moi, elle a surtout permis de faire fuir les chrétiens progressistes des lieux d'église et de laisser le champ libre aux plus conservateurs qui peuvent manipuler aisément une certaine jeu-

un autre monde, par ses contradictions sur beaucoup de plan (économique, moral...), l'église, à travers Jean-Paul II a été polarisée et je crois qu'un nombre innombrable de gens vont continuer de quitter cette église trop conservatrice à leurs yeux, surtout en Europe.

Questions posées par NLA à Didier POTIRON du collectif "Relation du PCF des relations avec les croyants"

"Femmes solidaires"

(1) association de défense des droits des femmes, est implantée en France dans 156 comités locaux dont 8 dans le 44 (2).

Nous allons à la rencontre des femmes autour de la " Laïcité, Mixité, Egalité pour les droits des femmes " en organisant des débats, rencontres, signature de pétitions, repas de solidarités, pour faire reculer les idées sexistes et racistes, pour que les idées de solidarité progressent et gagnent. Nous luttons contre toutes les formes de discriminations.

En contact direct avec les femmes et les jeunes filles de la planète nous développons des liens et

encourageons la résistance des femmes dans le monde dans une démarche de solidarité réciproque.

Lutter pour l'égalité c'est faire reculer la pauvreté, les violences, les discriminations, favoriser l'éducation pour favoriser le développement économique, social et humain, facteur de progrès et de paix. Il faut sans cesse se battre pour maintenir nos acquis.

Nous envisageons des débats avec les scolaires sur l'éducation fille/garçon, sur la santé des femmes, contraception et sexualité, sur le code de la famille au Maghreb...

Contact : Lauryane PICAUD - Présidente départementale
06.60.22.29.00

Evènements, culture, idées.

Avec José TOVAR à Saint-Nazaire Le projet communiste pour l'école en débat

La France a-t-elle besoin d'une réforme de l'école ? José TOVAR, responsable national du PCF, souligne que Chirac l'a inscrite parmi les quatre grandes réformes qu'il veut faire. Même si, depuis 40 ans, l'école a fait des progrès considérables, les inégalités restent.



Un trou de 35 ans

La PCF est "l'héritier du Plan LANGEVIN-WALLON". Élaboré pendant la Résistance, il a fait l'objet d'une loi en 1947, mais "ensuite enterrée". Certes, il y a eu des réactualisations, en 1967 et en 1970. Mais depuis, "plus rien d'aussi global et cohérent, d'où un trou de 30-35 ans".

Avec ce nouveau projet, il s'agit donc "de propositions élaborées sur des fondements nouveaux", s'appuyant certes sur les mêmes "grandes valeurs", mais "dans les conditions d'aujourd'hui". Chaque année, 150 000 jeunes sortent du système scolaire sans formation qualifiante. C'est devenu une "question de développement" pour le pays. Pas seulement pour résorber "le noyau dur" de ces jeunes en échec scolaire, mais pour un problème de fond, car "l'école est vraiment

malade !"

Des convictions et des outils

La première conviction est qu'un tel projet doit reposer sur des valeurs humanistes, et viser à élever le niveau culturel de tous les jeunes, en termes non seulement de savoirs, mais aussi de capacités et de compétences. Il s'agit tout à la fois, "de mieux former le producteur, l'individu et le citoyen". Deuxième conviction : l'éducabilité de tous : car "tous les jeunes sont éducatibles. Il n'y a pas de doués et de sous doués !".

Pour cela, il faut mettre en place des outils nouveaux, à tous les niveaux, écoles, collèges, lycées, universités. Des conseils scien-

tifiques et pédagogiques ; des observatoires des scolarités ; et un fonds national de lutte contre les inégalités.

Face à l'abandon au privé, patronal et confessionnel, le service public, laïc et gratuit, doit être présent partout, en continuant de privilégier la formation professionnelle initiale. Il y a aussi un déficit de réflexion sur la cohérence globale des programmes scolaires actuels, d'où une coupure évidente avec la culture du travail. Il faut les revoir complètement.

Il n'y aura pas de transformation de la société si on ne transforme pas l'école

Un projet à débattre

Se pose la question du coût. Aujourd'hui, la dépense représente 7,1 % du PIB. Pour appliquer notre projet, il faudrait passer de 45 mil-

liards d'euros à 60, soit un doublement du budget actuel de l'Éducation nationale. Est-ce "une utopie irréaliste" ? Cela nécessiterait d'abord une réorganisation fiscale en ce sens, ainsi qu'une programmation sur 5 ans. Ce projet pour l'école est donc "un des éléments de notre projet de transformation globale, qui implique une autre majorité pour la réaliser". Car : "il n'y aura pas de transformation de la société si on ne transforme pas l'école", à un haut niveau qualitatif.

Ce n'est pas un projet "à prendre ou à laisser" : il doit être discuté. Pour aboutir à un compromis majoritaire, "cette proposition doit être soumise à l'appréciation et au débat".

NB - Compte-rendu complet et Projet intégral, consultables sur le site : www.pcf-44.com

Coup de cœur

Paul ALLIÈS Une constitution contre la démocratie

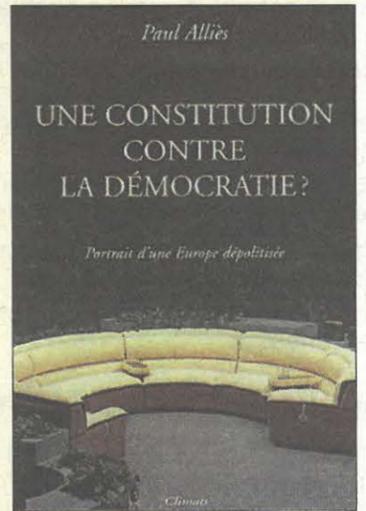
L'auteur, professeur à Sciences Po - Montpellier, propose "une synthèse de l'abondante littérature qui se rapporte aux problèmes que soulève la Constitution européenne". Son objectif "est d'encourager la lecture du document soumis à référendum et d'aider à se forger une opinion". Mais, prévient-il : l'opinion défendue dans cet essai, est "radicalement critique".

"Nous n'acceptons pas ce coup de force", dit-il, s'efforçant de donner à "voir tout ce que nous risquons de perdre avec cette confiscation du constituant". Selon lui, "à la confusion de pouvoirs, contraire à la plus élémentaire tradition constitutionnelle, s'ajoute une impuissance politique profonde, devenue irréversible depuis qu'on a préféré élargir l'Union à de nouveaux membres avant que d'avoir défini son gouvernement démocratique".

Sa conclusion : "avec cette Constitution, l'Europe réalise la vieille utopie des libéraux les plus radicaux : soustraire la décision économique au pouvoir du législateur ; placer l'économie hors de la portée de la responsabilité politique ; diviser le pouvoir en organes fortement indépendants les uns des autres ; rendre difficile et aléatoire le contrôle démocratique des institutions issues du suffrage universel".

A lire et à méditer, surtout quand on apprend que le 17 juin 2004, le Conseil européen a brutalement retiré du projet de Constitution cette phrase de l'historien athénien THUCYDIDE, jusqu'alors placée en exergue du Préambule : "Notre Constitution est appelée démocratie parce que le pouvoir est entre les mains non d'une minorité, mais du plus grand nombre" ! Un aveu du contraire dans l'Europe ?

Paul ALLIÈS, "Une Constitution contre la démocratie ? Portrait d'une Europe dépolitisée" Éd. : Climats (2005), 228 pages, 15€.



Exposition...



La poche de Saint-Nazaire

Une exposition de l'Écomusée de Saint-Nazaire, à la Chapelle des Franciscains, rue du Croisic. Visite libre et gratuite, du 11 mai au 31 août 2005.

Découverte de la Seconde guerre mondiale à Saint-Nazaire ; les grands faits de guerre et la vie quotidienne des "empochés"...

Des visites guidées seront proposées, entre le 23 mai et le 24 juin 2005, selon la disponibilité des animateurs.

Renseignements : 02.51.10.12.06.

Lire

Dix clés sur la Constitution européenne

Ce livre s'adresse aux citoyens qui ont "de la difficulté à évaluer pleinement les enjeux du Traité constitutionnel européen". Une "entreprise de pédagogie critique, sans consigne de vote ni slogan réducteur", se déroule, en dix clés pour comprendre. Pourquoi et comment une Constitution pour l'Europe ? Constitution ou traité ? Qu'est-ce que le traité constitutionnel va changer



? Une Europe plus citoyenne ? Le traité constitutionnel "grave-t-il dans le marbre" le néolibéralisme ? Ferme-t-il la voie à l'Europe sociale ? Quelles avancées en matière de politique étrangère et de défense commune ? Quel débat en France et en Europe ? Les scénarios du "non" et du "oui" ? Quelles frontières pour l'Europe ?

Cette lecture montre parfaitement, "que le traité constitutionnel soit ou non ratifié, il est des questions politiques majeures sur le devenir de ce projet européen qui demeureront".

A. LECHEVALIER et

G. WASSERMAN : "La Constitution européenne, dix clés pour comprendre", Ed. La Découverte, coll. Sur le vif, 144 p., 7,5€.

Un "Que sais-je ?" qui ne doute de rien

La vénérable collection des PUF publie un bref ouvrage sur la Constitution européenne, qui ne se pique guère d'objectivité, par un professeur de Lyon III, par ailleurs député UMP du Rhône. Certes, ce petit livre a-t-il "pour objectif de donner à chacun les principaux éléments d'information pour comprendre et participer à ce débat". Mais, dit-il aussitôt : "Pour réussir, il

faut convaincre nos concitoyens. Le professeur et député que je suis, souhaite contribuer à cette adhésion autour d'une Constitution européenne".

Conclusion : "à ceux qui sont convaincus que l'Union européenne est un défi à relever (...) de mieux défendre une idée qui devrait savoir rassembler", s'agissant "d'une chance que nous n'avons pas le droit de laisser échapper" ! C'est tout dire sur le parti pris de l'auteur. Université, ton "objectivité" fout le camp !

C. PHILIP : La Constitution européenne, PUF, 2004, 126 p., 6€.

près de vous

Saint-Nazaire Les " GAUTIER "

au Conseil municipal
Temps fort du Conseil du vendredi 15 avril à Saint-Nazaire, l'intervention de Christian SAULNIER donnant lecture d'un texte rédigé par le syndicat CGT des Transports Gautier. L'entreprise en liquidation judiciaire depuis le 6 avril fermait ses portes le soir même. Les 25 chauffeurs qui assuraient des services sur Nantes et sa région sont repris par l'entreprise CTA qui dorénavant assurera le service. "Pourquoi la STRAN n'agirait pas de même pour la région Nazairienne ?" a demandé le Président du groupe communiste.

Carène Laurent BELLIOU remplace Sidi Mohamed CHERRADI

Laurent BELLIOU, Maire Adjoint à Saint-Nazaire, remplace désormais Sidi Mohamed CHERRADI à La Carène. Les activités professionnelles de Sidi qui ont évolué et ne lui permettaient plus d'assurer cette délégation.



Droit d'asile Le quartier de La Halevègue avec les BASCHOTA

Depuis plus d'un an, la famille BASCHOTA et ses trois enfants, vit à Nantes sous la menace d'un arrêté d'expulsion qui, s'il était exécuté, les reconduirait à la frontière et les renverrait en Croatie. Mi avril, les enseignants et des habitants du quartier se sont rendus en Préfecture pour demander au représentant de l'Etat de régulariser la situation. Claude CONSTANT a rencontré la famille et a rejoint cette manifestation citoyenne.

Constitution Débat contradictoire

A l'invitation de la Confédération Générale des Cadres, Jean-Louis LE CORRE, Vice président du Conseil général, participera le 19 mai prochain à un débat contradictoire sur le projet de constitution européenne. Participeront à cette rencontre Sophie JOSAN (UMP44), Bernard POIGNANT Député européen et ancien maire socialiste de Quimper, Claude COURTY Secrétaire national de la CGC, Maurice BLANCHET, Président régional de la CFE CGC.

L'activité

■ Nantes

Le Château des Ducs doit rester un bien public

L'examen du dossier visant à faire passer en Société d'Economie Mixte, le Château des Ducs de Bretagne a détonné de l'ambiance habituellement lisse du Conseil municipal de Nantes. Ayant appris par la presse (!), les projets de la majorité socialiste de faire passer le Château des Ducs en gestion de type privé, les salariés se sont massivement rassemblés devant les grilles de la mairie pour dire leur colère et leur indignation. L'intersyndicale a notamment exprimé l'inquiétude des employés confrontés à une " tendance " à l'externalisation d'un certain nombre de services. Ils ont reçu le soutien des élus communistes, venus les saluer avant de retourner en salle du Conseil pour s'exprimer sur le dossier. Par la voix de Michel RICA, le groupe a rappelé que " si les élus communistes ne sont pas opposés aux SEM lorsque ces dernières ont pour objectif premier de disputer au privé des sphères d'activité relatives à une mission de service public, rien dans la délibération présente ne justifie le transfert de gestion de type public à une gestion de type privé. ". Michel RICA est ensuite revenu longuement sur les dangers ressentis par les professionnels de la culture, notamment la direction des musées de France, sur l'évolution inquiétante de la gestion du patrimoine culturel sur le plan national. Partageant l'inquiétude des salariés et d'un grand nombre de Nantais, les élus communistes ont voté contre le projet. Ils souhaitent, par ailleurs, poursuivre le dialogue engagé avec les organisations syndicales sur l'avenir et le développement des services publics à Nantes.

La Chapelle-sur-Erdre

Josette BOURSICOT dénonce les "choix suicidaires" de RAFFARIN.

Au nom du groupe communiste, Josette BOURSICOT a proposé au Conseil municipal une motion pour le maintien des services publics de proximité. Elle a qualifié de " choix suicidaires " les décisions qui visent à fermer dans les zones rurales des services publics " vitaux " pour la population. Cela se traduit, à La Chapelle sur Erdre " par la fermeture de la Poste de Gesvrine. Le point accueil EDF/GDF d'Orvault est supprimé depuis 2 ans et la direction d'Electricité Gaz de France Distribution souhaite fermer prochainement celui de Carquefou ". Des Manifestations comme celle récente " de Blain "... prouvent que de partout le mécontentement monte comme la volonté " de s'opposer à cette entreprise de démolition ".

Bruxelles

150 élus " de terrain " se rencontrent



Claude CONSTANT et Michel LUCAS, faisaient partie des quelques 150 élus " de terrain " de l'Union Européenne qui se sont donné rendez vous à Bruxelles pour se pencher un peu plus précisément avec Francis WURTZ sur les conséquences de la directive Bolkestein. " Nous devons remplacer le principe de libre concurrence par celui de libre coopération entre tous les services publics européens ", ont proposé les élus locaux.

Assises régionales

12 réunions publiques en Loire-Atlantique

Pour préparer les Assises régionales qui auront lieu à la Cité des Congrès de Nantes les 23 et 24 septembre prochains, 37 débats publics sont organisés dans la région, 12 en Loire Atlantique :



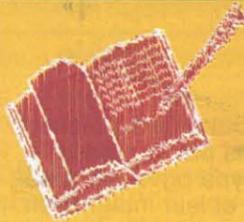
Les TIC au service des citoyens : 20 avril (20h) - Savenay (44), complexe polyvalent.
Internationalisation des entreprises : 2 mai (18h-21h) - Nantes, Hôtel de Région
Les énergies : 10 mai (20h) - Nantes, École d'Architecture.
L'estuaire : 11 mai (19h) - Bouguenais, Piano'ck-tail
Le Logement : 17 mai (18h-22h) - Nantes, cinéma Le Bretagne
La prévention et l'éducation à la santé : 17 mai (20h) - Saint-Nazaire, Maison du Peuple salle Cadou.
La ressource littorale : 18 mai (18h) - Pornic, salle du Canal.
L'économie sociale et solidaire : 19 mai (18h30) - Saint-Herblain, La Carrière
La préservation des milieux naturels : 25 mai (18h-21h) - Saint-Mars-La-Brière
L'enseignement supérieur : 30 mai (18h) - Nantes, amphithéâtre de l'Université.
La démocratie participative : 1er juin (20h) - Châteaubriant, halle de Béré.
Les jeunes et l'action publique : 4 juin (16h30) - Nantes, Hôtel de la Région

Renouvellement Urbain

L'indispensable droit au retour

Annick MARTIN a profité du débat sur le logement pour attirer l'attention des Conseillers municipaux de Nantes sur le " malaise ressenti par de nombreux habitants du Bout des Landes-Bruyères et du vallon des Dervalières " qui font actuellement l'objet d'opérations de renouvellement urbain. " Soyons attentifs aux attentes de ces populations qui voient parfois se reconstruire à l'endroit où ils ont vécu des logements qu'elles ne pourront occuper pour des raisons financières... " Il faut permettre leur retour après la reconstruction. " Nous souhaitons que les discussions en cours avec les habitants... trouvent une issue positive sur la question des loyers et sur celle du retour possible dans les quartiers nord " a conclu l'élue communiste.

AUJOURD'HUI ET DEMAIN



Plusieurs initiatives sont tenues dans la région briéronne

- A Montoir, un buffet citoyen le 22 avril.

- Une assemblée générale des communistes de la section de la Brière à Saint-Joachim le 27.

Débats sur la constitution :

- Débat contradictoire entre Yann VINCE et Philippe SELLIER (UMP) à Rezé, Salle Jean Jaurès à 20 heures le 9 mai.

- 2 débats sont en préparation à Bouaye et à Bouguenais.

- La Chapelle sur Erdre débat le 27 avril à 20h30 salle Barbara

- A Treillières le 9 mai
- A Clisson le 4 mai à 20h, salle du Champ de Foire

- A Saint Herblain 3 mai à 20 h centre socio culturel

- A Sainte-Pazanne le 13 mai débat contradictoire à l'initiative de la FAL.

Deux autres initiatives originales sont en préparation

A Savenay une marche pour le NON le dimanche 8 mai à partir de 14 heures qui ira à la rencontre de la population du canton à l'initiative des communistes

Une descente du Brivet, en chalands dans la deuxième quinzaine de mai à l'initiative des communistes de la Brière.

TRANSPORTS PUBLICS

Gilles BONTEMPS dénonce " le coup tordu " de la directive BARROT. Dans son édition du 13 avril, Ouest France a rendu public un projet de directive européenne proposé par Jacques BARROT. Ce projet prévoit la libéralisation du transport public voyageurs. Les privatisations anglaises et leurs conséquences dramatiques " ne semblent pas émouvoir les fervents de l'ultra libéralisme " remarque Gilles BONTEMPS, Vice-président du Conseil régional délégué aux Transports. Dans une déclaration à la presse, l'élu communiste souligne qu'il s'agit d'un " véritable programme de démantèlement " de la SNCF et la RATP, qui vise à mettre en concurrence les deux entreprises publiques " avec des opérateurs privés pour les trains régionaux et les trains de banlieue de la région parisienne ". Après les réactions provoquées par la directive BOLKESTEIN, l'examen de la directive BARROT est repoussé...après le référendum. Ce nouveau " coup tordu ", note Gilles BONTEMPS, donne une raison supplémentaire aux électrices et aux électeurs de voter " non " le 29 mai prochain.

VOTE PAR PROCURATION

Pour obligations professionnelles, handicap, raisons de santé, assistance à une personne malade ou infirme, obligation de formation, de congé, ou ne résidant pas sur la commune où vous êtes électeurs, vous pouvez, en vous adressant au commissariat, gendarmerie, juge d'instance ou officiers de police habilités, demander de voter par procuration le 29 mai prochain.

Vous n'avez pas besoin de fournir de justificatif, une simple déclaration sur l'honneur suffit.

Seule obligation, la procuration ne peut être donnée qu'à un électeur inscrit sur la liste électorale de la même commune, mais pas nécessairement dans le même bureau.

UN NON QUI MOBILISE

Dans l'ensemble du département, les communistes multiplient les initiatives de débats et de rencontres citoyennes autour du projet constitutionnel de GISCARD D'ESTAING. Dans chaque exemple, une même constatation, une assistance importante et une diversité des opinions qui se regroupent sur les dangers du projet constitutionnel.

A Ancenis ce sont plus de quarante personnes qui se sont retrouvées à l'invitation des communistes pour débattre. A Savenay, plus de 60 signatures ont été collectées par les militants sur les différents marchés du mercredi, parmi ces signatures, celles de militants connus du Parti Socialiste. A Rezé, lors de la dernière réunion organisée par l'organisation locale du Parti communiste plus de 50 personnes étaient présentes parmi lesquelles des militants de diverses organisations et parti (PS, LCR, ATTAC, Alternatifs...). De nouvelles réunions sont annoncées à la Chapelle Sur Erdre, à Châteaubriant, en Brière...Loin de se contenter des résultats intéressants des sondages, les défenseurs du NON poursuivent une bataille de proximité pour une victoire le 29 mai au soir.



« Nouvelles de Loire Atlantique »

Directeur de la Publication : Yannick CHENEAU

Commission paritaire : N°52987

Imprimerie : IMPRAM Lannion

Composition SEM Locminé

Responsable de la rédaction :

Yannick Chéneau

NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes

Tél : 02 40 35 03 00 - Fax : 02 40 35 40 55

e-mail : nouvelles-loire-atlantique@laposte.net

Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :

Marie-Annick BENÂTRE

Michel DEJEU

Michel LUCAS

Jean-Paul MARTEL

Jean-Yves MARTIN

Aymeric SEASSAU



Vite lu...

NECROLOGIE

Les Communistes de Saint-Nazaire s'inclinent devant la mémoire de Suzanne MAHE, résistante, qui s'est éteinte le 6 avril 2005, après une vie de dévouement et de poésie, depuis son arrestation en 1940 pour cause de distribution de tracts de son Parti.

Suzanne a connu la clandestinité, la prison, le camp de concentration de femmes de Ravensbruck, parmi les mortes et les cobayes humains.

" Etrange de visage et de parole " comme elle l'a écrit, elle goûte après la Libération, le retour à la vie : la mer bleue, l'odeur de la marée, les fruits et les oiseaux de notre littoral. Mais il faut se battre pour sa santé et lutter pour la paix, " la vie toujours à défendre " aux côtés de Pierre, militant comme elle, elle sera Conseillère municipale de Saint-Nazaire à la Libération. Puis un nuage qui passe, comme a passé maintenant cet esprit si ardent et si poétique.

Jean-François JEGOU plus connu, notamment chez les cheminots de Nantes, sous le patronyme de " Johnny " vient de nous quitter terrassé par la maladie. Il reste pour nous et tous ceux qui l'on connu, l'image d'un compagnon de route et de combat.

Il fallait se le dire



Vos avis, vos réflexions sont nécessaires pour que nous puissions ensemble comprendre et mieux appréhender notre action.

« NLA 41 rue des Olivettes 44000 Nantes »
e-mail : nla@wanadoo.fr

Plusieurs interpellations de lecteurs abordent les réactions personnelles suite au décès du Pape

et la façon avec laquelle les médias et notamment la télévision publique a traité l'évènement.

Etat laïc ?

C'est le sentiment de Joëlle de Bouguenais qui ne sait pas si les Nouvelles doivent aborder cette question mais qui tient à nous faire part de sa réprobation quant à la place accordée par les chaînes publiques au décès du Pape. Nous pouvions à certains moments, nous demander si la religion catholique n'est pas devenue pas religion d'état, précise-t-elle.

Pas de leçon

C'est la réaction de Jean-Pierre de Nantes qui s'interroge sur ce que signifie la laïcité dans de tels moments. Il y a certains pays que l'on critique beaucoup et sur lesquels nous aurions plus de leçons à recevoir qu'à donner sur ces questions de laïcité. Je pense notamment dit-il, à la Turquie ce qui ne m'amène pas, pour cela, à vanter le régime turc et ses atteintes aux droits de l'homme mais à regarder chez nous.

D'autres réactions nous parviennent sur la place du NON dans le paysage audiovisuel.

Colère

Jean-Yves de Rezé ne décolère pas à l'écoute de son poste de radio ou devant sa télévision. Où est la démocratie, alors que les sondages montrent que le NON devance le OUI, ce ne sont que des partisans du traité qui sont devant les micros et caméras. C'est affligeant pour la démocratie.

Tout mou

C'est une autre réaction de Nicole de Saint-Nazaire qui est écoeurée du passage télévisuel de tous ces " politiciens " éléphants du PS, notables gouvernementaux ou spécialistes inconditionnels du OUI sans parler de nombreux journalistes qui mordent de plus en plus le trait et qui toujours se refusent à entrer concrètement dans le contenu du projet constitutionnel.